

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 50

21^e année • mercredi 12 décembre 2018

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

ACCORD-CADRE: LEVÉE DE BOUCLIERS

L'Union syndicale suisse et Unia ont fermement réagi à la présentation des grandes lignes de l'accord institutionnel négocié entre le Conseil fédéral et l'Union européenne. Comme ils l'avaient montré symboliquement il y a dix jours, les syndicats n'acceptent pas que la ligne rouge des mesures d'accompagnement soit franchie. Ils le feront savoir lors de la consultation qui s'est ouverte. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Les salaires ne peuvent être bradés

Sylviane Herranz

La défense des salaires et des droits des travailleurs est remise en cause par le projet d'accord institutionnel dévoilé par le Conseil fédéral vendredi. Un résultat de négociations soumis à consultation au vu de l'opposition radicale manifestée depuis des mois par les syndicats. En cause, les exigences des partisans de la «ligne dure» et ultralibérale au sein de l'Union européenne qui souhaitent faire voler en éclats les mesures de protection des conditions de travail existant en Suisse. Des mesures d'accompagnement réduites à la portion congrue dans l'accord proposé.

À l'heure où partout en Europe les travailleurs, les jeunes, les retraités se lèvent contre la vie chère et les conséquences de l'austérité qui affectent leurs conditions d'existence, cet accord préfigure ce que pourrait devenir la Suisse de demain. En Grèce, fin novembre, les travailleurs du secteur privé ont fait grève pendant 24 heures pour exiger des hausses de salaire et le rétablissement du revenu minimum passé de 751 à 586 euros depuis le début de la crise. Ils se sont aussi mobilisés pour le retour des conventions collectives annulées par les institutions européennes et internationales, pour des emplois et pour un système de sécurité sociale sans coupes dans les retraites et les prestations. En France, la révolte des Gilets jaunes contre la hausse de la taxe sur les carburants a révélé une énorme colère populaire de tous ceux qui n'arrivent plus à finir le mois, et de ceux qui ont faim. Une colère que les reculs de Macron n'ont pas encore réussi à calmer. En Belgique et en Hollande, des émules des Gilets jaunes ont également pris la rue et des ronds-points pour faire entendre leurs voix contre des augmentations de taxes et la baisse du pouvoir d'achat. En Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union européenne, des manifestations ont lieu, depuis début novembre déjà. Le coût du carburant avait aussi mis le feu aux poudres, et le mouvement relaie depuis des appels à la démission de la «mafia» gouvernant le pays.

Dix ans après le début de la crise financière de 2008, les perdants sont connus. Et les plus riches continuent de s'enrichir. Les salaires en Europe stagnent ou ont même baissé comme l'année dernière en Italie et en Espagne. Et en Grèce, selon des chiffres de l'Organisation internationale du travail, les rémunérations ont diminué, en moyenne, de 3,1% chaque année depuis 10 ans... Avec la colère des Gilets jaunes, et toutes les révoltes s'exprimant sur le continent, apparaît le vrai visage de l'Europe libérale. Ce n'est pas un hasard si, ces derniers mois, l'Union syndicale suisse (USS) a reçu des soutiens et des appels de la Confédération européenne des syndicats et d'importants syndicats nationaux à ne pas lâcher sur les mesures d'accompagnement. Car la sous-enchère est une réalité dans toute l'Europe. Une sous-enchère conduisant à la paupérisation de larges couches de la population et à la déliquescence des systèmes de sécurité sociale et des retraites. Comme le dit l'USS, la place des syndicats et des travailleurs suisses est aux côtés de ceux d'Europe pour obtenir des améliorations de la protection des salaires. En s'engageant à combattre le démantèlement prévu par l'accord institutionnel présenté par le Conseil fédéral, l'USS et Unia ouvrent la voie à un changement de paradigme sur notre continent. ■

PROFIL

Lucien Willemin, écolo d'un autre type.

PAGE 2

ÉGALITÉ



En avant vers la grève des femmes!

PAGE 3

NETTOYAGE

Précarité du personnel externalisé.

PAGE 5

TAXIS VAUDOIS

Les chauffeurs tirent la sonnette d'alarme.

PAGE 9

Aline Andrey

« Je ne suis pas un écolo, je suis un homme de l'économie qui veut vivre avec son temps. » Lucien Willemmin sourit devant son jus de pommes bio, dans l'un de ses cafés favoris de La Chaux-de-Fonds, La Belle Affaire. Aux pieds, ses emblématiques chaussures rouges. « C'est le symbole du prendre soin de la vie qui a été créé pour mettre en lumière le positif qui nous entoure au quotidien, et communiquer ensemble la volonté d'améliorer la situation. » Chantre de l'écologie, il veut toucher le public le plus large. Hors parti, le rouge est pour lui synonyme de cœur, d'amour et d'action. Mais aussi de solidarité. « La Chaussure Rouge permet de belles rencontres. » Une occasion aussi d'échanger pour ce communicateur-né. Depuis plusieurs années, le conférencier sillonne la Suisse romande pour parler d'écologie aux élèves, aux enseignants, au grand public, aux entreprises... bénévolement. Il écrit aussi de petits livres courts et accessibles, et partage ses idées avec des politiciens. Dans *En voiture Simone!*, il explique l'importance d'user sa vieille voiture (même un 4x4!) jusqu'au bout, plutôt que d'en racheter une qui consomme moins d'essence. « C'est une ineptie que nos programmes politiques ne tiennent pas compte de l'énergie grise. Cela nous met en danger. En changeant d'objets pour consommer moins d'énergie ici, nous rejetons du CO₂ de l'autre côté de la planète mais aussi des substances chimiques toxiques dans l'eau, l'air et les sols. Et la pollution chimique n'est pas compensable par l'utilisation de l'objet. C'est un fait, pas un point de vue », explique Lucien Willemmin, par ailleurs mordu de voiture et d'esthétisme! « C'était mon dada. Et j'adore



Lucien Willemmin médite à chaque fois qu'il enfle ses chaussures rouges: «Une belle manière de prendre soin de nos vies, c'est prendre soin de nos objets.»

«La vie met bien les choses en place. Quand elle se manifeste, il s'agit juste d'avoir le courage de la suivre...»

ÉCOLO D'UN AUTRE TYPE

De la banque à la sobriété heureuse, Lucien Willemmin ouvre de nouveaux horizons en dénonçant l'énergie grise

toujours les belles voitures, mais je n'ai plus besoin de les posséder», s'amuse celui qui roule avec la même auto depuis vingt ans, privilégie le seconde main et la réparation des objets. Son idée de consigne de réparation est d'ailleurs en discussion au niveau fédéral. Et il a réussi à faire diminuer la taxe voiture en fonction de l'ancienneté du véhicule dans le canton de Neuchâtel. Une première reconnaissance en Suisse de l'énergie grise - l'énergie nécessaire à la fabrication et à l'élimination d'un objet - que le conférencier dénonce depuis dix ans.

UNE AUTRE VIE

Les grands tournants de sa vie se sont réalisés dans des fractions de seconde. «La vie met bien les choses en place. Quand elle se manifeste, il s'agit juste d'avoir le courage de la suivre...» explique avec chaleur celui qui respire la joie de vivre, et ne cesse de s'enthousiasmer sur les miracles de la vie. En 2008, Lucien Willemmin a changé de vie pour voir grandir ses trois enfants. A 40 ans, il remet sa société immobilière. Auparavant il avait été directeur des achats dans une entreprise horlogère et comptable dans une banque. «Enfant, je voulais être vétérinaire, mais le

système scolaire ne me convenait pas. L'hémisphère droit du cerveau, celui de la créativité, y est trop peu privilégié. Je ne me voyais pas ajouter dix années d'études supplémentaires. J'avais besoin de concret. Et puis, mes parents n'avaient pas les moyens.» Il se souvient bien des mots de sa ma-

man lorsqu'ils faisaient les courses ensemble à Saignelégier, village des Franches-Montagnes qui l'a vu grandir. «Ma mère me disait toujours de bien réfléchir, jusqu'à la caisse, si j'avais vraiment besoin du jouet que je lui demandais. Finalement, j'insistais rarement. On a manqué d'argent, mais débordé d'amour.» De l'argent, il en a gagné lors de sa carrière express. De la connaissance également. «Le contraste saisissant entre mes voyages d'affaires dans le Sud-Est asiatique et mes voyages sac à dos à la rencontre de minorités ethniques m'ont ouvert à de nouvelles dimensions. Et l'énergie grise découverte dans mon activité immobilière a été la pièce du puzzle qui me manquait pour y voir vraiment clair.» Et d'ajouter: «Chaque fois qu'on fabrique un objet, on empoisonne le vivant. Ces dégâts-là ne sont pas calculables par les écobilans...» Même constat sur l'utilisation des pesticides dans l'agriculture, ou de produits chimiques dans notre quotidien. «Le Doubs se meurt. C'est un fait. J'ai donc décidé de changer mes comportements et, aujourd'hui, je peux le regarder dans les yeux», relève celui qui aime méditer dans la nature, mais aussi en regardant par la fenêtre du train ou en attendant un rendez-vous, lui qui n'a jamais eu de natel.

CHANGEMENT DE REGARD

«Il est important de comprendre que l'écologie, c'est prendre soin de nos vies. C'est simple: acheter moins et le plus souvent en seconde main, réparer et user jusqu'au bout. L'énergie grise, c'est la clé qui active un changement de regard et permet d'opérer une transformation vers la sobriété heureuse. La fabrication d'un objet abîme la vie et lorsqu'on le voit sous cet angle, on se libère de l'addiction du consumérisme. Ça fait sens. La décroissance extérieure va de pair avec la croissance intérieure. Aujourd'hui, toute l'intelligence humaine devrait être utilisée à nous sortir de l'économie productiviste.» A l'aune des fêtes de Noël, plus de 3000 personnes se sont déjà inscrites sur son site pour appuyer son encouragement à offrir des cadeaux de seconde main. Pas à pas, un chemin de traverse prend forme. ■

«En voiture Simone! Comprendre l'énergie grise» (2013), «Fonce Alphonse! Croissance, décroissance: sortons de l'impasse» (2015), «Tu parles Charles! Manger local, c'est loin d'être idéal» (2017), Lucien Willemmin, Editions G d'Encre. Pour la France: Editions Plume de Carotte.

www.lachaussurerouge.net

www.lucien.lu

1 + 1 = 11

David Prêtre/Strates



«Le cadeau idéal et insolite pour ceux qui ont déjà tout: la bulle de vide *Nothing* 5.93 € (-21%)»

ACCORD INSTITUTIONNEL: LEVÉE DE BOUCLIER

Le Conseil fédéral a présenté vendredi les grandes lignes de l'accord-cadre négocié avec l'Union européenne et ses limites en matière de mesures d'accompagnement. Les syndicats montent au front

Sylviane Herranz

Les lignes rouges ont été franchies! A peine connu, l'accord institutionnel négocié entre le Conseil fédéral et l'Union européenne (UE) a suscité une vive opposition de la part des syndicats. Ils avertissent d'emblée qu'ils combattront énergiquement l'accord tel que présenté vendredi par le gouvernement et soumis à consultation jusqu'au printemps. Cet accord confirme les «pires craintes» de l'Union syndicale suisse (USS). Dans un communiqué, elle explique qu'il

«entraînerait ainsi un démantèlement substantiel des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes et, de ce fait, de la protection suisse des salaires. Il interdirait à la Suisse de protéger ces derniers comme elle l'estime nécessaire. Il empêcherait toute amélioration des mesures d'accompagnement. Et c'est finalement la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui trancherait sur la protection des salaires en Suisse. Or cette Cour a prouvé à une nouvelle reprise il y a quelques semaines, dans un arrêt prononcé contre les dispositions autrichiennes de pro-

tection des salaires, qu'elle place les intérêts des employeurs, c'est-à-dire l'accès au marché intérieur, au-dessus de ceux des travailleurs.» L'USS fait ici référence à un arrêt remettant en cause les cautions en Autriche.

MESURES RESTREINTES

Une telle limitation du système de cautions en Suisse (qui oblige dans certaines branches les entreprises étrangères à verser une garantie financière pour le paiement d'une éventuelle amende en cas d'infraction) est ainsi prévue dans l'accord institutionnel

négocié. Selon le Conseil fédéral, cette caution ne pourrait être demandée que pour «les acteurs n'ayant pas déjà respecté leurs obligations financières», en clair, uniquement ceux ayant déjà été épinglés. L'accord prévoit en outre une diminution du délai d'annonce préalable pour le détachement de travailleurs des huit jours actuellement à quatre jours, et l'obligation d'une documentation pour les indépendants, aussi «basée sur les risques». Le gouvernement relève que ces trois éléments des mesures d'accompagnement seraient les seuls à être garantis par le texte de l'accord, car l'UE estime que certaines mesures ne sont pas «conformes au principe de libre prestation de services inscrit dans l'Accord de libre circulation des personnes de 1999». Depuis 10 ans, note le Conseil fédéral, Bruxelles exige leur modification, soulignant que cela a été «à l'origine de la volonté de l'UE de conclure un accord institutionnel avec la Suisse». L'accord-cadre prévoit donc une adaptation «dynamique» du droit suisse à celui de l'Union européenne dans les domaines des cinq accords «d'accès au marché» (libre circulation des personnes, transports terrestre et aérien, obstacles techniques au commerce, agriculture) et des accords futurs. Il n'est plus question d'adaptation «automatique», mais la CJUE aurait le dernier mot en cas de divergence.

«ATTAQUE DE GRANDE ENVERGURE»

En août dernier, l'USS avait annoncé avec fracas qu'elle ne participerait pas

aux négociations sur les mesures d'accompagnement mises en place par le Département de l'économie, rappelant que ces dernières constituent des lignes rouges à ne pas franchir. Une position soutenue par les délégués à son dernier Congrès dans une résolution affirmant qu'au contraire, la protection des salaires et des conditions de travail doit être améliorée en Suisse au vu des détériorations constatées (hausse du travail temporaire, difficulté d'encaisser les amendes, problèmes des travailleurs âgés, salaires de référence trop bas, etc.).

Unia a aussi réagi fortement après la présentation de l'accord-cadre qui «dépasse toutes les craintes». Pour le syndicat, les mesures de déréglementation proposées par l'UE, comprenant aussi la réduction des contrôles, «constituent une attaque de grande envergure contre les salaires et les conditions de travail en Suisse». Unia rappelle que l'an dernier, plus de 40 000 contrôles ont été effectués et que des infractions ont été constatées, sanctionnées et corrigées dans «des milliers de cas». Il avertit que «quiconque s'attaque aux mesures d'accompagnement remet en question la libre circulation des personnes». Unia, comme l'USS, plaident pour une amélioration des salaires et des droits des travailleurs dans toute l'Europe, gage d'une Europe sociale et unie. ■

*Plus d'infos: uss.ch sous Thèmes et Mesures d'accompagnement.



THIERRY PORCHET

Au premier jour du 56^e Congrès de l'USS, le 30 novembre, les délégués se sont rendus sur le pont du Kornhaus à Berne pour y déployer une grande banderole rouge, marquant la limite à ne pas franchir dans les négociations sur l'accord-cadre.

En avant vers la grève des femmes!

Le Parlement a adopté la révision de la Loi sur l'égalité. Face à ce changement minimaliste, les femmes s'organisent pour la grève du 14 juin 2019

Sylviane Herranz

«Oui, notre patience est à bout! Si le politique n'est pas capable de changer les choses, alors nous allons nous battre sur le terrain, et préparer activement la grève des femmes et la journée d'action du 14 juin 2019.» Corinne Schärer, secrétaire centrale d'Unia en charge de la grève, réagit à l'acceptation, le 3 décembre par le Parlement fédéral, de la révision de la Loi sur l'égalité. Une révision bien «mince et absolument insatisfaisante», poursuit-elle. Cette révision, qui a d'ailleurs manqué plus d'une

fois de ne jamais voir le jour malgré la persistance d'une inégalité salariale de près de 20% en Suisse, ne touchera qu'une infime partie des sociétés. Seules celles occupant plus de 100 employés, à l'exclusion des apprentis, soit 0,9% de toutes les entreprises et 46% des salariés du pays, seront obligées d'effectuer une analyse de salaires. Elles devront en informer leur personnel. «Mais elles ne seront ni sanctionnées si elles ne font pas d'analyse, ni contraintes de rectifier les salaires en cas d'inégalité. C'est scandaleux», se fâche Corinne Schärer, qui est aussi coprésidente de la Commission féminine de l'Union syndicale suisse (USS). Autre

point qui la fait bondir: la limitation de la révision à douze ans. «Cette révision est une honte, une loi alibi et un affront pour les femmes syndicalistes qui se battent depuis cinq ans pour changer la loi, et pour toutes les femmes!» Elle rappelle la grande manifestation nationale ayant rassemblé près de 20 000 femmes et hommes le 22 septembre dernier à Berne pour l'application de l'égalité salariale et contre les discriminations. «Le Parlement, dominé par des hommes bourgeois, ignore largement nos revendications et la réalité quotidienne des femmes. Nous allons maintenant nous battre pour que, le 14 juin 2019, il y ait une forte mobilisation pour que nos droits et nos vies soient respectés.»

L'USS TOUT ENTIÈRE POUR LA PRÉPARATION DU 14 JUIN

Alors que de larges alliances se sont constituées pour organiser la grève dans la plupart des cantons, du côté syndical, le récent Congrès de l'USS a adopté deux résolutions, d'Unia et du Syndicat des services publics, engageant la faitière tout entière dans la préparation de la grève et de la journée d'action de juin. «L'USS ne va pas seulement y contribuer avec des ressources financières, mais va engager une personne à 80% pour encourager et organiser le 14 juin 2019», se réjouit Corinne Schärer, dévoilant un peu le travail qui sera réalisé au niveau des syndicats. «Notre but est de faire grève là où c'est possible durant toute la journée. Autre option: y consacrer une partie de la journée, faire une pause prolongée ou encore sortir plus tôt le soir du travail. Le 14 juin est un vendredi, cela favorisera une telle action. Dans la mesure où les femmes ne peuvent faire grève, nous envisageons un insigne ou autre chose porté par les salariées. Chez Unia, nous consultons les régions pour savoir quelles entreprises pourraient être concernées. De leur côté, les collectifs s'occuperont plutôt de l'organisation de la journée dans les villes, des manifestations ou des fêtes. L'objectif étant de toucher les femmes qui ne travaillent pas ce jour-là, qu'elles soient en congé, maternité par exemple, ou qu'elles ne soient actives que dans le travail non rémunéré.» Et la syndicaliste de rappeler que les revendications des femmes sont multiples. «Dans les entreprises, elles peuvent toucher les questions salariales, mais aussi le temps de travail, le stress, la conciliation vie privée et vie professionnelle.» La mobilisation ne fait que débuter. Il reste six mois jusqu'à cette date majeure pour l'égalité et les femmes. ■



Les femmes de l'USS manifestaient le 3 décembre devant les portes du Palais fédéral alors qu'à l'intérieur, les élus s'apprêtaient à finaliser la révision de la Loi sur l'égalité.

COMMUNIQUÉ

LA FRANCE SOUMET LES UBÉRISÉS À LA LOI SUR LE TRAVAIL

La Cour suprême de France a pris une décision qui servira de référence pour tous les faux indépendants de plateforme: la Cour de Cassation, à Paris, a qualifié comme salarié normal un coursier à vélo qui avait livré des repas pour la plateforme *Take Eat Easy*. Syndicom, le Syndicat des médias et de la communication, se réjouit de cette nouvelle et attend que les autorités suisses s'engagent enfin activement dans cette direction.

La Cour de Cassation a interprété sans équivoque comme un rapport de travail la relation entre les coursiers et leur plateforme, car les coursiers ne sont pas libres d'organiser leur travail. Les juges motivent leur décision par l'utilisation de la géolocalisation en temps réel et les possibilités de sanction de l'entreprise face au coursier. Ainsi, les critères pertinents définis par un rapport de travail au sens du droit du travail français sont remplis.

Par conséquent, ces coursiers de repas sont désormais considérés comme des employés et leurs clients comme des employeurs. Ils doivent donc décompter correctement les assurances sociales de leurs employés ou garantir leur santé et leur sécurité sur le lieu de travail. Tous les exploitants – qu'ils s'appellent Uber, Take Eat Easy ou Deliveroo – ne sont pas de simples entreprises de technologie, mais des employeurs qui doivent assumer leur responsabilité sociale. Après l'arrivée d'Uber Eats en Suisse le mois dernier, ce n'est qu'une question de temps pour que suivent d'autres plateformes. Par conséquent, Syndicom salue la décision prise en France et attend de la Confédération et des autorités sociales locales qu'elles suivent enfin activement la même direction.

La décision de la Cour de Cassation bouleverse le marché du travail. Elle chamboule le concept économique des technologies de plateforme et canalise l'évolution sociale. Une telle décision de principe s'imposait depuis longtemps et lancera un signal fort en Europe et dans le monde: les travailleurs de plateforme sont des salariés comme tous les autres. Ils ne sont pas des indépendants comme veulent nous le faire croire les entreprises technologiques, mais ils sont exploités dans des rapports de travail précaires. C'est pourquoi Syndicom exige que les autorités suisses agissent enfin. ■ Syndicom

Unia est le plus grand syndicat de Suisse, fort de 200 000 membres et 1000 collaborateurs, qui représente les intérêts des travailleuses et travailleurs et s'engage pour des conditions de travail équitables.



Le Syndicat.

Pour renforcer notre équipe au secrétariat central de Berne, nous recherchons pour entrée immédiate ou date à convenir:

Une collaboratrice ou un collaborateur en développement du personnel (60 à 80%) responsable de la Suisse romande

Vous effectuez aux côtés de vos collègues un travail de développement du personnel axé sur les besoins, l'avenir et la stratégie d'Unia.

Vos tâches:

- Vous procédez à des évaluations de situation professionnelle (bilans de compétences) avec les collaborateurs-trices et conseillez la hiérarchie en matière de formation continue.
- À l'écoute des régions, vous élaboriez et introduisez des outils de développement du personnel.
- Vous assurez l'offre de formation continue pour nos collaborateurs-trices (en particulier pour secrétaires syndicales-aux) et travaillez à leurs contenus.
- Vous conceptualisez et organisez des séminaires et conférences.
- Vous planifiez et animez des ateliers.

Votre profil:

- Idéalement, vous êtes secrétaire syndical-e doté-e de plusieurs années d'expérience sur le terrain avec envie de relever un nouveau défi.
- Vous êtes une personne entreprenante, formée au développement du personnel et de l'organisation.
- Vous avez de bonnes notions de didactique et de méthodologie et vous êtes prêt-e le cas échéant à suivre une formation de formateur-trice d'adulte (FSEA 1).
- Vous êtes à l'aise dans l'élaboration et la rédaction de concepts.
- Vous maîtrisez parfaitement le français oral et écrit, et avez de bonnes notions d'allemand.
- Vous travaillez de manière indépendante mais veillez à garder un contact régulier avec l'équipe de la formation.

Notre offre:

Unia vous offre un poste de travail varié et riche de sens dans le milieu syndical avec des conditions d'engagement progressistes. Ce poste donne une grande liberté d'action ainsi qu'un potentiel d'évolution. Votre lieu de travail est Berne, mais vous vous déplacez dans toute la Suisse romande. Grâce à vos compétences, vous accompagnez le développement du mouvement syndical et de sa professionnalisation.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet jusqu'au **30 décembre 2018** à:
Syndicat Unia, Gestion du personnel, Weltpoststrasse 20, 3015 Berne ou à bewerbung.be@unia.ch

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à contacter Lorena Gulino, spécialiste de formation 076 306 70 58.

MOVENDO

Movendo, L'Institut de formation des syndicats

Nous avons le plaisir de vous informer que les cours et séminaires 2019 sont disponibles sur notre site www.movendo.ch

Les membres Unia reçoivent le programme 2019 par poste courant décembre. En 2019, nous vous proposons notamment les nouveaux séminaires suivants:

Pour les membres et les personnes intéressées

- 100 ans de l'OIT, histoire à succès pour les travailleurs et travailleuses! Journée d'étude Movendo et USS
- Histoire du mouvement syndical
- Robotisation et numérisation, de «nouveaux» modèles de travail?
- Etre syndiqué-e aujourd'hui, quel est mon rôle?
- Mon certificat de travail est-il conforme?
- Rester en santé malgré des horaires de travail irréguliers
- Télétravail, piège ou opportunité?
- Argumenter avec pertinence et efficacité
- Construire son image professionnelle via LinkedIn

Pour les femmes

- Se profiler et affirmer sa présence en tant que femme

Pour les jeunes et toute personne intéressée

- Génération «slashers» - composer avec plusieurs employeurs

Pour les membres des commissions du personnel et représentant-e-s des salarié-e-s dans les caisses de pension

- Séminaires pour membres de commissions du personnel
- Cycle ARPIP 2018/2019 pour les représentant-e-s des salarié-e-s dans les institutions de prévoyance, suite du cycle débuté en 2018

Sur notre adresse www.movendo.ch vous découvrirez, en plus de l'offre susmentionnée, l'intégralité de nos cours et séminaires. Nous nous réjouissons de votre participation!

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par année sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions: www.movendo.ch, téléphone 021 310 48 70, info@movendo.ch

Pour les membres des syndicats, les frais sont en général pris en charge par le syndicat d'affiliation.

un cadeau pour Noël? offrez L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

La fin de l'année approche avec son cortège de guirlandes, de paillettes et de cadeaux à dénicher. En manque d'idées? Alors faites profiter vos proches d'une information syndicale et sociale de qualité et

offrez un abonnement à L'Événement syndical au prix préférentiel de 50 francs la première année au lieu de 60 francs!

J'offre un abonnement d'une année au prix préférentiel de 50 francs la première année à:

Nom/prénom: _____

Adresse: _____

Facture à adresser à:

Nom/prénom: _____

Adresse: _____

A retourner à L'Événement syndical, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne ou envoyer un courriel avec les informations ci-dessus à forum@evenement.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Aldo Ferrari

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEURS Nicky Breitenstein,
Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyne Brun, Christophe Gallaz,
Ambroise Héritier, Freddy Landry,
David Prêtre, Jean-Claude Remmald,
Daniel Süri

PHOTOGRAPHES

Neil Labrador, Thierry Porchet

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES

Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Centre d'impression Tamedia SA
Tirage contrôlé 60 371 exemplaires

**LECTEURS ÉCRIVEZ-NOUS
CE JOURNAL EST LE VÔTRE!**

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

Pour la réintégration des nettoyeuses dans la fonction publique!

En externalisant les tâches de nettoyage des bâtiments publics, l'Etat genevois a fortement dégradé les conditions de travail des employés. Une pétition réunit 2500 signatures

Manon Todesco

Ces dernières années à Genève, le nettoyage des bâtiments publics est massivement passé aux mains d'entreprises privées. Une privatisation qui n'a pas été sans conséquence pour le personnel. Cette précarisation des nettoyeurs, et surtout des nettoyeuses, a été dénoncée le 3 décembre lors d'une action syndicale devant les Hôpitaux universitaires de Genève organisée par Unia, le Sit et le SSP. Ces derniers ont expliqué que le personnel externalisé gagne jusqu'à 12,80 francs de moins de l'heure, travaille trois heures de plus par semaine pour un temps plein, jouit d'une semaine de vacances en moins, sans oublier les quatre semaines de congé maternité en moins et la dégradation des conditions de retraite... «C'est une véritable opération de dumping organisée par l'Etat sur le dos de ces femmes, massivement représentées dans ce secteur», a dénoncé Yves Mugny, responsable du bâtiment pour Unia Genève.

On se rappelle des cas des nettoyeurs du Cycle d'orientation de l'Aubépine et du Collège et de l'Ecole de culture générale de M^{me} de Staël, licenciés à fin 2017 après plus de dix ans de bons et loyaux services, après que l'Etat eut remis en soumission les mandats de nettoyage et accordé sa confiance à une autre entreprise.

CONCURRENCE SAUVAGE

Selon les syndicats, l'Etat, via l'Office des bâtiments, est complice de cette dérive. «En essayant d'obtenir des prix défiant toute concurrence pour

les prestations de nettoyage, il pousse les entreprises privées à présenter un coût bas sans se soucier des conséquences sur le personnel.» Et à fermer les yeux sur leurs obligations conventionnelles... «A quelques mois de la grève des femmes, ces nettoyeuses demandent au Conseil d'Etat de les réin-

tégrer avec leurs collègues nettoyeurs au sein du personnel de l'administration cantonale», a souligné le syndicaliste. Forte de plus de 2500 signatures, une pétition dans ce sens a été adressée à Nathalie Fontanet, conseillère d'Etat en charge des Finances et des Ressources humaines. Une ren-

contre urgente a également été sollicitée. «Est-ce que l'Etat va continuer à faire ses économies en précarisant les femmes de ce canton?» Les travailleurs et les syndicats attendent la réponse de la cheffe du département. ■



THIERRY PORCHET

Feuille à feuille, les conditions de travail du personnel externalisé ont été présentées devant les HUG. Après 22 ans de service, le salaire est de 20,60 francs de l'heure dans le privé contre 33,40 francs dans le public. Les syndicats ont dénoncé le dumping organisé par l'Etat avec la privatisation du nettoyage des bâtiments publics.

«Une réforme fiscale équilibrée est possible»

Le Grand Conseil fribourgeois discutera demain, 13 décembre, de la mise en œuvre cantonale du Projet fiscal 17. Un comité unitaire appelle les élus à rectifier le tir

Sylviane Herranz

«A rnaque en millions sur notre dos!» C'est avec ce slogan que le Comité pour une réforme fiscale équilibrée et durable interpelle les députés au Grand Conseil fribourgeois. Ces derniers s'apprêtent à débattre, ce jeudi 13 décembre, de la réforme fiscale cantonale. Dans un tract destiné aux élus, le comité les invite à rectifier le tir et à réaliser une réforme équilibrée. Constitué des syndicats du canton (Union syndicale, Unia, Syna, SSP et

Syndicom), du Parti socialiste, des Jeunes socialistes, des Verts, de Solidarités et d'Attac, le comité a rappelé la semaine dernière les lourdes pertes qu'engendrerait cette réforme fiscale pour le Canton et les communes. Ainsi, l'application cantonale du Projet fiscal 17 - modifié depuis en RFFA qui fait l'objet d'un référendum à l'échelle nationale - prévoit une baisse drastique du taux d'imposition du bénéfice des entreprises qui passerait de 19,86 à 13,72%. Un chiffre motivé, comme l'écrit le Conseil d'Etat dans son message d'octobre dernier, par un «souci de compétitivité avec les autres cantons». L'impôt sur le capital serait quant à lui divisé par trois. Dans sa missive aux députés, le comité chiffre à 40 millions par année d'ici à 2030 et à 120 millions pour les années suivantes le manque à gagner, pour le Canton uniquement. Il s'inquiète des conséquences pour les services publics, déjà soumis à un programme d'économies, cela alors même que le message du gouvernement relève que «les pertes de recettes fiscales représenteront un défi pour le maintien des prestations». Le comité donne en exemple les cantons ayant déjà baissé leur taux d'imposition, à l'instar de Lucerne qui coupe dans la formation, d'Obwald qui a augmenté les impôts des personnes physiques, de Vaud dont certaines communes s'y préparent et de Neuchâtel qui prévoit des économies dans la formation et la santé. Quant aux compensations sociales an-

noncées (hausse de 20 francs des allocations familiales, financement des structures d'accueil extrascolaires ou encore réduction des primes maladie), le comité estime qu'il s'agit seulement de combler le retard pris depuis des années par le Canton. Pour lui, ces mesures ne sont pas une compensation aux privilèges accordés aux entreprises, mais un moyen de «faire passer la pilule». Convaincus qu'une «réforme équilibrée est possible», les membres du comité invitent le Parlement fribourgeois à modifier la loi dans ce sens. Ils proposent notamment: la suppression rapide des statuts spéciaux, un taux d'imposition d'au moins 16,35% qui permet de garantir l'équilibre financier, l'imposition des dividendes à 80% au lieu des 70% prévus par le Conseil d'Etat, la suppression de la superdéduction de 150% des frais de recherche. Le comité rappelle que le peuple fribourgeois a déjà refusé, en 2008 et en 2017, des réformes fédérales similaires, et qu'il n'acceptera pas une «loi créatrice d'injustices». Si le Grand Conseil ne modifie pas le projet du gouvernement, le comité avertit que «la poussée populaire pourrait faire tomber cette réforme déséquilibrée», comme l'ont fait les Bernois le 25 novembre en s'opposant, à 53,6%, à une baisse de l'impôt sur le bénéfice. ■

POING LEVÉ

LE BONHEUR DES UNS...

Par Manon Todesco

Compte à rebours. Plus que 13 jours avant Noël. Les magasins se sont parés de leurs plus belles vitrines. Tout est beau, tout est scintillant et tout est fait pour nous donner envie de dévaliser les rayons. Friandises, robes à paillettes, nouveautés littéraires, coffrets cadeaux à toutes les sauces et derniers smartphones à la mode, on nous en met plein la vue. Et ça tombe bien, car le budget pour les cadeaux atteint un niveau record cette année. On peut lire dans les colonnes de *Bilan* que les Suisses comptent dépenser en moyenne 310 francs, et jusqu'à 400 francs pour les familles avec enfants. Le sondage révèle également que 64% des consommateurs préfèrent faire leurs achats de Noël en se rendant chez des détaillants, plutôt que de privilégier le commerce en ligne. On ne peut que se réjouir pour le commerce de détail local qui profite toujours amplement de cette période de l'année, un peu moins pour le personnel de vente qui accumule les heures, enchaîne les nocturnes et le travail du dimanche, et ce au rythme d'insupportables *playlists* de Noël...

Jouets par milliers. L'un des plus gros postes de dépenses à Noël, ce sont évidemment les jeux et les jouets pour nos chères petites têtes blondes. Ce sont chaque année 450 millions de francs qui sont dépensés par les Suisses en jouets pour cette fête. Et encore une fois, les trois quarts qui seront déposés sous le sapin proviendront de Chine. En 2017, les 10 000 usines consacrées uniquement à ce marché ont exporté 40 milliards de jouets... S'ils mettent des étoiles dans les yeux de nos enfants, la magie de Noël est beaucoup moins palpable pour ceux qui fabriquent ces jouets. Salaires de misère, heures supplémentaires excessives, épuisement, accidents, insalubrité, exposition aux produits dangereux et absence d'équipement de protection ne sont qu'une partie de l'enfer que vivent les travailleurs chinois pour faire rêver nos gosses.

Consommer mieux. La dernière enquête de China Labor Watch et Solidar Suisse réalisée dans quatre usines de production pour les multinationales Disney, Hasbro et Mattel ou encore Ravensburger révèle pas moins de 23 violations des droits du travail. Oui, tout le monde le sait, mais les choses n'avancent pas assez. La faute à qui? Aux multinationales, qui tirent les prix vers le bas, profitent grassement de ce système et refusent de prendre leurs responsabilités: en effet, une augmentation du prix des jouets de 75 centimes permettrait de doubler les salaires des ouvriers. Mais pas que... Vous, consommateurs, êtes aussi complices de ce cercle vicieux. On ne le répètera jamais assez, mais c'est à vous de changer les règles du jeu en boycottant ces marques et en vous tournant vers des jouets plus éthiques ou vers des articles de seconde main. Alors, vous mettez quoi, vous, sur votre liste au Père Noël? ■

Plus d'infos sur: solidar.ch/fr/participer/crivez-aux-pdg-des-multinationales-du-jouet

RÉPARER POUR UN MONDE MEILLEUR

Les Repair Cafés essaient partout. Réparer pour éviter le gaspillage et la surconsommation sont le leitmotiv de leurs bénévoles. Reportage à Yverdon

Textes Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

Samedi matin brumeux et automnal dans la zone industrielle yverdonnoise. Atmosphère un brin austère. Jusqu'au moment où l'on pousse la porte du Repair Café d'Yverdon. Là, dans une ambiance souriante et conviviale, des bénévoles attendent les premiers objets à réparer. La première cliente arrive, un mixer des années 1950 sous le bras. «Vous pouvez prendre un café», lui propose Jérôme Bouglé, bénévole à l'accueil de la sixième édition de l'Y-Repair Café (Y pour Yverdon). «Et remplir cette fiche.» Soit ses nom et adresse, la description de l'objet, la panne constatée et la signature de la limite de responsabilité. Aucune garantie ne peut en effet être donnée quant au succès de la réparation par les six bricoleurs bénévoles du jour, pourtant experts dans leur domaine. Mais, généralement, entre 50 et 70% des objets sont sauvés de la casse.

A Yverdon, depuis le printemps 2017, ces militants de la récupération offrent leur temps et leur savoir quatre jours par an pour donner un coup de main à ceux qui ne veulent pas se résoudre à jeter leur objet défectueux. Le manque de réparateurs officiels, la conscience que notre planète impose sous les coups de boutoir de la consommation excessive, le scandale de l'obsolescence programmée sont autant de raisons du succès des Repair Cafés partout dans le monde occidental. Cette initiative revient à une citoyenne hollandaise, il y a presque dix ans. En 2018, une centaine de ces rendez-vous sont organisés en Suisse, dont quatre à Yverdon, à La Ressourcerie. Cet espace se consacre à la réparation de meubles, et se trouve à côté de la déchetterie. Un beau symbole pour l'équipe de l'Y-Repair qui tente justement d'éviter les déchets, le gaspillage des ressources et la pollution inhérente à la construction de nouveaux biens.

UNE RÉPARATION, UN DÉFI

Devant le mixer vintage, Jean-Michel Perret, électronicien professionnel sourit: «Ça, c'est le genre d'appareil qui peut durer une vie. Contrairement aux nouveaux objets faits pour tenir le temps d'une garantie ou à peine plus.» Valentine Meylan, tout en dévissant son mixer, explique: «Je l'ai trouvé dans une brocante. Depuis quelque temps, il fait des étincelles et sent le brûlé. Mais j'espère ne pas devoir le jeter.»

«Le cœur de la bête! lance le réparateur en l'ouvrant. Bon, on va tout désosser pour sortir le moulin. Si on arrive à trouver les charbons correspondants qui ont diminué au fil du temps, on pourra peut-être le remettre en état... Mais il faut commencer par le démonter.» Jean-Michel Perret, au bénéfice d'une formation en électronique et de nombreuses expériences dans la rénovation de maison ou la restauration de meubles, convient: «J'aime bien ces réparations, c'est toujours des défis. Et on apprend à chaque fois.»

Devant sa machine à coudre, Sylvie Thonney, présidente de l'association, inspecte la doublure déchirée d'un sac. «Je ne sais pas pourquoi ils mettent des tissus aussi fins!» «Sinon, on n'achèterait pas un autre sac», rigole Cinzia Sigg, adepte de la récup, venue avec plusieurs vêtements à rapiécer. «J'y suis attachée», lance-t-elle.

«Parfois, on répare des vêtements qui n'ont plus l'air de rien, mais c'est sentimental», relève Sylvie Thonney, qui tend un fil et une aiguille à Cinzia Sigg. «On essaie le plus possible de faire participer les gens qui viennent nous voir.» Enseignante de couture à la retraite, elle s'occupe des petites réparations textiles. «Attention, nous n'en-trons pas en concurrence avec les couturières. Nous ne faisons que de petites re-

touches, comme recoudre le fond d'une poche par exemple. Si une personne voulait doubler une veste, je l'envverrais chez une professionnelle.»

Pour elle, le succès des Repair Cafés vient en effet d'une prise de conscience autour de la surconsommation et de l'obsolescence programmée, mais aussi d'un regain d'intérêt pour le travail manuel. «J'ai l'impression que les gens ont besoin de retrouver des gestes, un lien à la matière. Les cours de couture ou de tricot ont la cote par exemple, explique Sylvie Thonney. Et puis, suivant les régions, il y a une véritable demande de personnes en difficulté financière.»

Transmettre le savoir-faire et favoriser la cohésion sociale font partie également des objectifs des artisans militants. D'où la notion de café qui donne le ton à cette journée toute conviviale. «On s'entraide. On tire tous à la même corde», ajoute Sylvie Thonney.

ESPÉRANCE DE VIE PROLONGÉE

Deux heures plus tard, le mixer dans les mains, Jean-Michel Perret a réussi. «J'ai nettoyé les parties qui faisaient des étincelles. Il va marcher encore un moment. A l'ère du plastique, regardez ces pièces comme elles sont impressionnantes.» Valentine Meylan est récompensée de sa patience: «Au moins, je ne risque pas de mettre le feu à la maison», sourit-elle.

A la table d'à côté, Jérôme Duhamel, cofondateur de l'Y-Repair, est en prise avec une radio pour enfant, en plastique. A l'intérieur, de la microélectronique. «C'est là qu'on voit que c'est complexe», note Sybille Chausse, maman de trois garçons. «C'est le problème du bouton. Il n'y a plus le cran d'arrêt, analyse Jérôme Duhamel, électronicien et développeur web, entre autres métiers. Ce n'est pas un composant électronique standard et, quand vous voyez la miniaturisation, cela complexifie encore la possibilité de réparation.» Pendant ce temps, un aspirateur et une perceuse sont

auscultés par d'autres spécialistes bénévoles, autant d'occasions de parler technique et, plus largement, de la société de consommation.

«Les commerces refusent souvent de réparer un objet sous prétexte que ce n'est pas possible. Et avec l'idée sous-jacente que la personne en rachètera un autre», explique Pascal Macquat, l'un des bricoleurs. Reste que les difficultés ne manquent pas. Jérôme Bouglé explique l'une d'entre elles: «Les imprimantes sont quasi impossibles à réparer. D'ailleurs, certains Repair Cafés les refusent systématiquement. En fait, on devrait mettre la pression sur les fabricants. Ce n'est pas possible de devoir jeter son imprimante parce que les recharges d'encre ne sont plus fabriquées. De manière générale, les pièces devraient être standardisées. Mais les fabricants ont des lobbys puissants. Nous pas.» Et le militant d'ajouter: «Rien n'est fait pour inciter les gens à réparer. L'idée de Lucien Willemin de payer une consigne qui ferait office d'assurance quand il y a réparation de l'objet est une piste à mon avis (voir en page 2, *ndlr*).»

Pour Jérôme Bouglé, il s'agit aussi de valoriser le travail bénévole en intégrant peut-être le Repair Café dans le Sel d'Yverdon, association qui permet l'échange de biens et de services au travers d'une monnaie virtuelle. Autant de pistes pour que ces réseaux se renforcent, tous mus par l'idée que les alternatives locales sont les premiers pas vers un monde meilleur. ■



Les rencontres se créent autour des objets. Le savoir-faire s'échange.



De la diversité des réparations et des gestes: couture, électronique, mécanique, menuiserie, etc.



«Cette poupée, on l'a trouvée à la Ressourcerie. Pour moi, c'est important de montrer aux enfants qu'on peut acheter en seconde main ou réparer au lieu de jeter», souligne Amparo Soriano, venue faire recoudre la poupée de sa fille. «Au fond, j'aime les vide-greniers, surtout pour les échanges avec les gens.»

«Le succès des Repair Cafés vient en effet d'une prise de conscience autour de la surconsommation et de l'obsolescence programmée.»



Des bénévoles de l'Y-Repair dans le coin café.



CINZIA SIGG ET SES VÊTEMENTS

«Ma trousse de couture à la maison se borne à une aiguille, un fil blanc et un noir. J'ai donc besoin d'un coup de main pour rapiécer quelques vêtements. Je ne vais pas dans les magasins, hormis ceux de seconde main. Une amie, *fashion victim*, me file ses fringues. J'ai rencontré Sylvie Thonney dans le cadre de mon association "Héros ordinaires" cofondée avec des amies à Vevey dans le but d'inspirer des personnes en marche vers des actions écologiques.»



ERIC DIEM ET SA LAMPE

«La réparation de ma lampe LED n'a pas pu se faire, car le composant, une micropuce, est introuvable en Suisse. Je vais le commander directement en Chine. Cela me coûtera 50 centimes, sans frais de port, au lieu de 20 francs en Suisse. Et comme le produit vient de Chine de toute manière... J'essaierai de bricoler tout ça, même si c'est un peu petit pour mes mains d'éléphant.»



LA FAMILLE CHAUSSE ET UNE RADIO POUR ENFANT

Sybille, maman des trois garçons: «J'ai essayé de faire réparer cette radio dans un magasin, mais on m'a répondu qu'il n'y avait pas de service de réparation. N'ayant pas la garantie, car c'était un cadeau, je suis venue ici. Mais le réparateur n'a pas réussi à la remettre en état. On en commandera une autre au Père Noël...» «Une neuve!» renchérit son fils Loïs.



VALENTINE MEYLAN ET SON MIXER

«C'est la première fois que je viens à un Repair Café. Je suis attachée à ce mixer que j'utilise pour les jus, les soupes, les cakes... Je suis heureuse de pouvoir l'utiliser encore quelque temps et de savoir qu'il n'y a pas de risque de mettre le feu à la maison.»



PETER WINNINGTON ET SON IMPRIMANTE

«Quand j'introduis le papier dans l'imprimante, ça patine. C'est purement mécanique et je trouve ridicule de changer quelque chose qui marche pour un petit problème. Ce n'est pas si évident semble-t-il. Ils n'ont pas réussi à la réparer. Mais c'est beau tous ces gens qui essaient de rendre service aux autres.»



PLUS D'INFOS:

L'Y-Repair Café est toujours à la recherche de réparateurs bénévoles. Pour prendre contact: y-repaircafe.ch ou info@y-repaircafe.ch ou 079 783 86 62
Prochain Y-Repair Café: dimanche 20 janvier 2019, de 9h30 à 15h, La Ressourcerie (Strid, rue des Champs Torrens, Yverdon-les-Bains)
Ailleurs en Suisse (agenda régulièrement mis à jour): repair-cafe.ch

Les peuples en fête le 21 décembre au Locle

Le groupe migration d'Unia Neuchâtel invite à une soirée gratuite et conviviale

Jérôme Béguin

Save the date! Le vendredi 21 décembre, le groupe migration d'Unia Neuchâtel organise une «Petite fête des peuples» ouverte à toutes et à tous au café-théâtre de La Grange du Locle. Soutenu par la Marche mondiale des femmes, le Collectif neuchâtelois pour la grève féministe et Lamar, cet événement convivial et en faveur d'une Suisse ouverte et solidaire débutera à 19h par la projection de *La vache* (F 2016, 91'). Ce film de Mohamed Hamidi, avec notamment la participation de Jamel Debbouze, raconte l'histoire d'un petit paysan algérien qui rêve d'emmener sa vache, prénommée *Jacqueline*, au

Salon de l'agriculture, à Paris, et qui va prendre le bateau direction Marseille pour traverser toute la France à pied. «Il s'agit d'un film comique et tendre, on va bien rigoler», assure Derya Dursun, secrétaire syndicale d'Unia Neuchâtel et responsable du groupe migration. A 20h30, on pourra se restaurer gratuitement de spécialités culinaires du monde avant que n'entre en scène le POP'chestra. «C'est un orchestre de jeunes popistes qui interprètent des airs internationaux et internationalistes. Il sera suivi de musiques argentine et colombienne jusqu'à minuit ou 1h. Avec cette fête gratuite, amicale et populaire, nous voulons mélanger toutes les communautés et passer un bon moment ensemble», conclut, en-

thousiaste, Derya Dursun. Relevons que, comme chaque année, le groupe migration tiendra un stand le 18 décembre pour la Journée internationale des migrants. De 15h à 18h30, devant la gare de La Chaux-de-Fonds, les syndicalistes inviteront la population à se réchauffer autour d'un verre de tchaï, le thé indien. Ce sera, là encore, l'occasion de rappeler l'exigence d'une société ouverte, fondée sur le respect et la solidarité et garantissant les mêmes droits à toutes et à tous. ■

«Petite fête des peuples» le vendredi 21 décembre dès 18h30 à La Grange Café-Théâtre 34, av. de l'Hôtel-de-Ville, Le Locle; stand le mardi 18 décembre de 15h à 18h30 sur la place de la Gare de La Chaux-de-Fonds.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: syndicat

Téléphone: lundi de 14h à 17h30; mardi, mercredi et jeudi de 8h à 11h30 et 14h à 17h30; vendredi de 8h à 11h30 et 14h à 16h. **Guichet:** lundi à jeudi de 14h à 18h; vendredi fermé.

Bienne: caisse de chômage

Téléphone: lundi de 10h à 11h30; mardi à vendredi de 8h à 11h30. **Guichet:** lundi à jeudi de 14h à 18h.

Granges-Longeau: syndicat

Téléphone: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 9h à 11h et de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Granges-Longeau: caisse de chômage

Téléphone: mardi, mercredi et jeudi de 9h à 12h; vendredi de 9h à 11h et de 14h à 17h.

Guichet: lundi et mercredi de 14h à 18h; mardi de 13h à 17h; vendredi de 9h à 11h.

Lyss: Mardi et jeudi de 14h à 18h.

GENÈVE

SEANCES

GI retraités: mercredi 12 décembre à 9h30. **Comité mécatronique:** mardi 18 décembre à 17h. **Comité HCR:** mardi 18 décembre à 18h30. **Comité vente:** mercredi 19 décembre à 19h. **Comité EMS:** jeudi 20 décembre à 20h.

PERMANENCE PAPYRUS

Horaires: mardi et jeudi de 16h à 19h. Toutes les séances et la permanence ont lieu au syndicat.

NEUCHÂTEL

HORAIRE DES SECRÉTARIATS

Neuchâtel et la Chaux-de-Fonds

Permanence administrative:

de 10h à 12h du lundi au vendredi, de 15h à 18h les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

Permanence syndicale:

de 15h à 18h les lundi, mercredi et jeudi.

Le Locle

Ouverture du bureau:

lundi 9h30 à 12h, mardi et jeudi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi et mercredi 8h à 12h, mardi et jeudi 8h à 12h et 14h à 17h30.

Fleurier

Ouverture du bureau:

lundi, jeudi et vendredi 9h30 à 12h, mardi 9h30 à 12h et 15h à 17h30.

Permanence téléphonique:

lundi, jeudi et vendredi 8h à 12h, mardi 8h à 12h et 15h à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia: La Chaux-de-Fonds: le jeudi 13 décembre.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40. **Sion:** 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20. **Martigny:** 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60. **Monthey:** 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Lundi soir, de 17h à 19h. Samedi de 9h à 11h30.

Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Samedi de 9h à 11h30.

Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h.

Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.

VALAIS ROMAND

LE CINÉMA DU NOËL DES ENFANTS

Section du Bas-Valais:

projection de «Le Grinch»

Le 15 décembre à:

9h30 au cinéma Casino de **Martigny**. 9h30 au cinéma Plaza de **Monthey**.

Pour les enfants et petits-enfants des membres Unia, l'entrée est gratuite. Pour les accompagnants, une participation de 12 fr. par personne est demandée.

Les billets sont à retirer pendant les heures d'ouvertures des différents secrétariats Unia Valais.

VAUD

LA CÔTE

ADRESSE PROVISOIRE

En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon. Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.

LAUSANNE

SECRÉTARIAT

Notre secrétariat de Lausanne est ouvert uniquement les après-midis.

Heures d'ouverture:

Lundi de 13h30 à 17h30.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30.

Vendredi de 13h30 à 16h.

Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.

NORD VAUDOIS

FERMETURES DE FIN D'ANNÉE

Secrétariat d'Yverdon-les-Bains Nous vous informons qu'il n'y aura plus de permanence le dernier samedi de chaque mois. Fermeture de fin d'année: du 24 décembre 2018 au 4 janvier 2019. Reprise le lundi 7 janvier 2019.

Bureau de Payerne

Rue du Simplon 10. Fermeture de fin d'année: du 21 décembre 2018 au 9 janvier 2019. Reprise le jeudi 10 janvier 2019 (16h – 18h30).

PERMANENCE DE VALLORBE

Réouverture

Le syndicat Unia répond à nouveau à vos questions tous les mardis de 16h à 18h lors de sa permanence syndicale. La permanence s'adresse en particulier aux travailleuses et travailleurs de l'industrie. Contact: Syndicat Unia, Grand Rue 9, 1337 Vallorbe 0848 606 606.

RIVIERA – EST VAUDOIS

AIGLE

Syndicat et caisse de chômage:

Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d'Aigle vous accueillent dans ses nouveaux locaux au chemin de la Zima 2, 3^e étage.

Permanences syndicales:

Mardi et jeudi de 16h à 18h30. 1^{er} samedi du mois de 9h à 11h.

Guichet de la caisse de chômage:

Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mercredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

Permanences téléphoniques:

Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h. Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l'après-midi.

SECRÉTARIATS

BIENNE-SEELAND/SOLEURE

Secrétariat de Bienne

Rue de Morat 33, 2502 Bienne Tél. 032 329 33 33

Secrétariat de Granges-Longeau

Rue Centrale 3, 2540 Granges Tél. 032 653 01 11

FRIBOURG

Secrétariat de Fribourg

Route des Arsenaux 15, 1700 Fribourg Tél. 026 347 31 31

Secrétariat de Bulle

Rue de Vuippens 29, 1630 Bulle Tél. 026 912 77 14

GENÈVE

Secrétariat

Chemin Surinam 5, 1203 Genève Tél. 0848 949 120

NEUCHÂTEL

Secrétariat de Neuchâtel

Avenue de la Gare 3, 2000 Neuchâtel

Secrétariat de La Chaux-de-Fonds

Avenue Léopold-Robert 67, 2300 La Chaux-de-Fonds

Secrétariat du Locle

Crêt-Vaillant 19-21, 2400 Le Locle

Secrétariat de Fleurier

Place de la Gare 3, 2114 Fleurier

COURRIERS

MESSAGE À TOUT LE PERSONNEL DE LA VENTE

Chères et chers collègues, Je viens ici, par ce message, vous apporter ma solidarité et mon soutien. Ce mois de décembre qui devrait être un mois de fête et de réunion familiale est, pour nous tous actifs dans la vente, le mois le plus difficile. Un mois où l'on doit travailler davantage, avec des nocturnes, deux, voire trois, dans la même semaine, et ce jusqu'à 22 heures. A cela s'ajoutent les attaques constantes, dans plusieurs villes, avec des demandes de prolongations pour les heures d'ouverture en semaine et le samedi. Je vous demande du courage et de la détermination, je suis et je serai toujours avec vous. L'union fait la force. Et malgré ces conditions difficiles, je tiens à vous souhaiter un très joyeux Noël et de bonnes fêtes de fin d'année. Santé, bonheur et joie! ■

Votre collègue, Clotilde Pinto, Vevey

PUNIR LES PAUVRES POUR SAUVER LES RICHES!

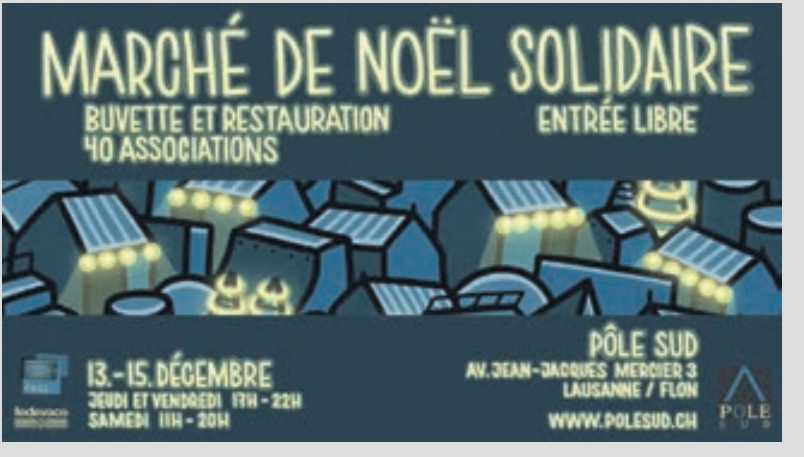
En plein cœur du bassin minier de Katowice et sous la coupole du Palais fédéral, à Berne, la classe politique et les lobbys industriels se penchent sur l'avenir de notre climat. Déjà à l'œuvre depuis le début du protocole de Kyoto, la transition énergétique se fait sur le dos des plus faibles, sans distinction de la capacité contributive des contribuables. On taxe à tout va, avec la bénédiction des directions syndicales qui ont soutenu le projet du Conseil fédéral «Stratégie énergétique 2050», sans se poser la question du prix que va payer la classe laborieuse pour sa mise en œuvre. En Suisse comme ailleurs, l'augmentation de tout ce qui est obligatoire prend des proportions intolérables pour la classe moyenne. Primes d'assurance maladie, logement, factures de chauffage et taxes diverses qui échappent curieusement au calcul de l'indice des prix. Comme en France, avec les Gilets jaunes, il est temps de mettre fin à cette hypocrisie. C'est bien connu, plus on est riche et plus on pollue. C'est lié au pouvoir d'achat des individus. On roule en grosse voiture, on ne perd pas son temps dans les trains, on prend l'avion. On se soigne dans des cliniques privées, avec des piscines chauffées au gaz. On se pavane sur des yachts de luxe dans les pays du Golfe et j'en passe. Tout cela étant bien entendu défiscalisé avec le consentement des sociaux-démocrates, incapables de mettre fin à la concurrence fiscale que se livrent les Etats entre eux. En voulant sauver le climat, nos politiciens de droite, comme de gauche, fabriquent, à grande échelle, les pauvres de demain. Pauvre planète bleue! ■

Jean-Claude Cochard, ancien président de l'Union syndicale vaudoise, Les Avants

BRÈVE

LAUSANNE: UN MARCHÉ DE NOËL SOLIDAIRE

Du 13 au 15 décembre, le Marché de Noël solidaire organisé par le centre socioculturel Pôle Sud et la Fedevaco, faitière des ONG vaudoises, ouvre ses portes à Lausanne. Une quarantaine d'organisations romandes actives dans le développement durable seront présentes avec leur panel de cadeaux éthiques et responsables. L'occasion également de découvrir des projets en cours, ici et ailleurs. ■ **AA** Plus d'infos: polesud.ch



Pour les secrétariats de Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds, du Locle et Fleurier:

Tél. 0848 203 090

Depuis la France:

Tél. +41 848 203 090

TRANSJURANE

Secrétariat de Delémont

Rue des Moulins 19, 2800 Delémont

Secrétariat de Porrentruy

Rue des Baïches 18, 2900 Porrentruy

Secrétariat de Moutier

Rue Centrale 11, 2740 Moutier

Secrétariat de Tavannes

Rue du Quai 20, 2710 Tavannes

Secrétariat de Saint-Imier

Rue Francillon 10, 2610 St-Imier

Secrétariat de Saignelégier

Rue de la Gruère 7, 2350 Saignelégier

Pour les secrétariats de Delémont, Porrentruy, Moutier, Tavannes, Saint-Imier et Saignelégier: Tél. 0848 421 600

Depuis la France:

Tél. +41 848 421 600

VALAIS

Secrétariat de Sion

Rue de la Dent Blanche 9, 1950 Sion

Secrétariat de Sierre

Rue du Temple 3, 3960 Sierre

Secrétariat de Monthey

Avenue de la Gare 15, 1870 Monthey

Secrétariat de Martigny

Avenue de la Gare 56, 1920 Martigny

Pour les secrétariats de Sion, Sierre, Monthey et Martigny:

Tél. 027 602 60 00

Depuis la France:

Tél. +41 27 602 60 00

VAUD

Secrétariat de Lausanne

Place de la Riponne 4, 1002 Lausanne

Secrétariat de Vevey

Avenue Paul-Cérésolo 22, 1800 Vevey

Secrétariat d'Aigle

Chemin de la Zima 2, 1860 Aigle

Secrétariat de Nyon

Place Bel-Air 6, 1260 Nyon

Secrétariat d'Yverdon

Rue Haldimand 23, 1400 Yverdon-les-Bains

Secrétariat du Sentier

Grand-Rue 44, 1347 Le Sentier

Pour les secrétariats de Lausanne, Vevey, Aigle, Nyon, Yverdon et le Sentier: Tél. 0848 606 606

Depuis la France:

Tél. +41 848 606 606

Vaud: les chauffeurs de taxi tirent la sonnette d'alarme

Le projet de loi cantonale qui sera débattu en 2019 doit être revu, selon les conducteurs vaudois

Aline Andrey

Près d'une centaine de chauffeurs salariés et indépendants se sont réunis en assemblée dans les locaux d'Unia à Lausanne fin novembre. Ils demandent que le projet de loi cantonale sur les taxis/VTC (véhicule de tourisme avec chauffeur) soit renforcé pour combattre efficacement la concurrence déloyale. En vue des débats au Grand Conseil prévus en janvier, les chauffeurs (de type A) organisés en associations (Acts, l'Association des chauffeurs de taxi salariés, et Utile, l'Union des taxis indépendants), soutenus par Unia, ont listé les améliorations nécessaires. A commencer par l'obligation d'une formation validée par un examen, notamment pour garantir la sécurité des usagers (connaissance des lois, des chantiers, des évé-

nements, de l'environnement, maîtrise du français...). Si cette formation est exigée à Genève, elle a été refusée dans le canton de Vaud par une majorité de la commission du Grand Conseil chargée d'élaborer la loi. De plus, le manque de contrôle sur le terrain risque de faire que cette dernière devienne une coquille vide. «Si le projet de loi cantonale impose à tous les acteurs une obligation de renseignement bienvenue sur leurs activités, elle ne prévoit pour l'heure aucun contrôle de police sur le terrain. Par ailleurs le délai de deux ans prévu pour permettre les contrôles (introduction du registre cantonal des taxis) doit être raccourci», indiquent Unia et les deux associations de chauffeurs de taxi dans un communiqué commun. «Le canton de Vaud doit être attentif à ne pas affaiblir les taxis salariés. La forma-

tion est essentielle pour tous les chauffeurs, VTC (dont Uber) compris. C'est un problème de sécurité publique, explique Yves Defferrard, secrétaire régional d'Unia Vaud. Nous voulons de surcroît que les taxis soient identifiables, afin que les policiers puissent les contrôler.» Comme le rappelle le syndicat et les chauffeurs, «sur le terrain, la situation

actuelle a abouti à un laisser-faire des autorités permettant à Uber d'exploiter la précarité de ses propres chauffeurs au détriment de toute la branche des taxis/VTC pratiquement sans contrôle, sur le dos des assurances sociales et des collectivités». En outre, fin novembre, la Cour constitutionnelle du canton de Vaud a reje-

té les recours contre la modification du règlement intercommunal déposés par les chauffeurs de taxi de la région lausannoise. Ce qui signifie concrètement qu'elle accepte l'accès facilité à un carnet professionnel pour les chauffeurs Uber. Une situation toutefois transitoire, puisque la loi cantonale qui sera discutée en 2019 sera prépondérante. ■



THIERRY PORCHET

Face à la concurrence d'Uber, les chauffeurs de taxi se mobilisent, comme ici le 8 mai dernier devant le Palais de Rumine à Lausanne. Ce jour-là, les chauffeurs lausannois protestaient contre la décision du Service intercommunal des taxis de reconnaître la plateforme comme centrale d'appels.

Hausse des salaires minimums dans l'industrie des machines

En 2019, une compensation automatique du renchérissement sera appliquée dans la branche MEM. Une première

Jérôme Béguin

Pour la première fois, les salaires minimums dans l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) seront automatiquement adaptés au renchérissement. Après des négociations très difficiles, Unia avait imposé cette disposition dans la nouvelle Convention collective de travail (CCT) de

la branche, entrée en vigueur le 1^{er} juillet dernier. Les salaires minimums augmenteront de 1,2% à compter du 1^{er} janvier 2019. En plus du renchérissement, les salaires de la région C définis par la CCT, soit l'Arc jurassien (Jura, Jura bernois, Neuchâtel, Nord vaudois) et le Tessin, sont augmentés de 30 francs par an. En 2019, le salaire mensuel (versé treize fois) le plus bas dans l'Arc jurassien passera ainsi de 3300 à 3370 francs

pour la main-d'œuvre non qualifiée et de 3600 à 3670 francs pour le personnel qualifié. A Fribourg, en Valais et dans le district d'Aigle (région B), les salaires minimums évolueront, respectivement, de 3600 à 3644 francs et de 3900 à 3944 francs, selon la qualification, et dans la région lémanique (région A) de 3850 à 3897 francs et de 4150 à 4197 francs. «Pour nous, les salaires inscrits dans la CCT sont toujours trop bas, mais, avec ce nouvel article sur le renchérissement automatique, les salaires minimums sont augmentés chaque année et une dynamique est lancée dans la bonne direction. Le renchérissement automatique était d'ailleurs inscrit dans plusieurs CCT jusque dans les années 1990, période où il a été supprimé à la demande du patronat. Avoir réussi à l'introduire dans la convention de l'industrie MEM est un signal pour le renouvellement des autres CCT», explique Manuel Wyss, responsable de la branche MEM à Unia. Avec cette compensation et le coup de pouce donné à la région la moins bien lotie, on peut

évaluer que d'ici à quelques années l'industrie des machines ne connaîtra plus de salaires en-dessous de la barre symbolique des 4000 francs.

NÉGOCIATIONS EN COURS POUR LES SALAIRES RÉELS

Relevons que ce renchérissement automatique ne s'applique qu'aux salaires minimums, les salaires effectifs font actuellement l'objet d'une négociation dans les quelque 530 entreprises assujetties à la CCT en Suisse et employant environ 100 000 travailleurs. «Nous invitons les commissions du personnel à dire aux employeurs que la faïtière patronale Swissmem, en signant la CCT, a montré qu'il est important que les salariés ne subissent pas de baisse de pouvoir d'achat. A ce socle de compensation du renchérissement s'ajoutent d'autres revendications portant par exemple sur les primes maladie ou la productivité. Unia demande une augmentation générale des salaires de 2,5% pour tous les employés», indique encore Manuel Wyss. ■



THIERRY PORCHET/ARCHIVES

C'est un acquis de la nouvelle CCT de l'industrie des machines. Les salaires minimums seront, dès janvier, indexés automatiquement à l'indice des prix.

Stop à la répression antisyndicale au Kazakhstan!

Deux dirigeants du syndicat des travailleurs des hydrocarbures et des énergies ont récemment été pris pour cible. Une campagne internationale demande aux autorités de réagir

Manon Todesco

Le 10 novembre dernier, alors que Dmitry Seniyavskiy, dirigeant de la section locale de Karaganda du syndicat des travailleurs des hydrocarbures et des énergies (Fewu), était en train de bricoler dans son garage, un groupe d'inconnus est entré et l'a violemment attaqué. Victime d'un traumatisme crânien, de fractures des bras et de nombreuses ecchymoses au vi-

sage et au corps, le syndicaliste a dû être hospitalisé, rapportent les fédérations syndicales internationales. Avant cela, il avait déjà reçu des menaces téléphoniques, juste après avoir assisté à une conférence organisée par la Confédération syndicale internationale (CSI). A savoir que le Fewu est un ancien adhérent du centre syndical indépendant (Confédération des syndicats indépendants, KNPRK, interdite par les autorités kazakhes depuis début 2017).

Pour ces syndicats indépendants, il ne fait nul doute que cette attaque est directement liée aux activités militantes de Dmitry Seniyavskiy. D'ailleurs, elle intervient juste avant que la mission syndicale internationale représentée par la CSI, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (IUF), la Confédération du travail de la Russie (KTR) et le syndicat norvégien Industri Energi, un affilié à Industriall, se soit rendue dans le pays, du 13 au 15 novembre, eu égard aux nombreuses violations en matière de liberté syndicale et aux représailles contre les militants syndicaux indépendants. Cet épisode n'est pas le premier du genre dans ce pays. En septembre, le leader de ce même Fewu, Erlan Baltabai, a été arrêté «sous de fausses accusations» et fait l'objet de poursuites pénales pour ingérence de l'Etat dans les affaires internes des syndicats. Coïnci-

dence, ou pas, en 2017, ce dernier participait à la Conférence internationale du travail où il a parlé de la répression antisyndicale au Kazakhstan. Quant à Larisa Kharkova, présidente de la KNPRK, elle fait toujours l'objet d'accusations criminelles.

CAMPAGNE INTERNATIONALE

Les fédérations Industriall et CSI condamnent fermement ces récentes attaques «barbares et odieuses» contre les responsables syndicalistes au Kazakhstan et demandent qu'une enquête soit menée et que les responsables soient punis. «Le gouvernement poursuit sa campagne de répression contre l'activité des syndicats indépendants dans le pays, foulant aux pieds ses obligations en vertu de la Convention 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et fomentant la violence et l'intimidation contre les défenseurs des droits

des travailleurs, a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. Nous appelons le gouvernement à y mettre un terme, à tenir ses engagements en vertu du droit international et à assurer que les travailleurs soient traités avec dignité et respect.» Pour rappel, le Kazakhstan se classe parmi les dix pires pays concernant les violations des droits des travailleurs, selon la CSI. Une campagne a été lancée par Labourstart, exigeant de mettre fin aux persécutions et à la violence perpétrées contre les dirigeants syndicalistes indépendants, et d'assurer la liberté et la sécurité des activités syndicales dans le pays. ■

Pour soutenir la campagne, rendez-vous sur: labourstartcampaigns.net

CHÔMAGE

CALCULEZ VOTRE INDEMNITÉ EN DEUX MINUTES!

La Caisse de chômage Unia, la plus grande de Suisse, lance le nouveau site web sans-emploi.ch. Inédit, ce service permet aux assurés de calculer leur indemnité en quelques clics sur la base de leurs propres indications.

La plateforme en ligne va plus loin: elle aide également à avoir rapidement accès aux informations les plus importantes sur le thème de l'assurance chômage. «Pour la Caisse de chômage Unia, la satisfaction et le sens du service envers les clients sont des éléments centraux, souligne Natasa Radisavljevic, responsable de la communication auprès de la Caisse. Les bons résultats de notre récente enquête nous confirment que nous sommes sur la bonne voie. Avec le lancement de ce site web, nous posons un nouveau jalon.» ■ MT

Pour plus d'informations: sans-emploi.ch

HENRI GAUTIER OU LE SYNDICALISME JUSQU'À LA MORT

Jessie Magana nous raconte les combats de ce militant dans la France des années noires. Une histoire saisissante à découvrir et à transmettre

Fabrice Bertrand



Il s'appelait Henri Gautier. Métallo, syndicaliste et communiste, il est mort en déportation. Un ouvrage retrace son parcours sous forme de roman historique illustré. Le récit commence un matin d'octobre 1940, à l'aube. La police du maréchal Pétain débarque chez Gautier. Elle l'arrête. Lors de cette rafle, la répression s'abat massivement: soixante-trois anciens responsables syndicaux connaissent le même sort, ainsi que des communistes, élus comme militants de base. Gautier est placé dans un centre d'internement administratif avec de nombreux camarades. Dans ce cadre, ils organisent une grève afin d'obtenir le droit de recevoir des visites. Pour briser le mouvement, les gendarmes



DESSINS SÉBASTIEN VASSANT

choisissent au hasard certains prisonniers, et les isolent en dégradant leurs conditions de captivité. Les détenus solidaires refusent alors les repas. A la suite de ces événements, Gautier est transféré à la centrale de Poissy, puis au camp de Châteaubriant. De là, il reprend la lutte. Au cours de leurs réunions, les militants évoquent les tracts, sabotages, cavales, ou autres collectes à réaliser. Gautier s'évade le 25 novembre 1941. Il vit ensuite caché à Paris, sous le nom de Duval. Responsable de la Fédération illégale de la métallurgie, il participe à la vie clandestine de la CGT. Repris en 1942, il est torturé par la police française et livré à la Gestapo. On le met à l'isolement dans un cachot. Il s'attend tous les jours à être fusillé. Les Allemands le martyrisent. Relatant ces abominations dans une lettre envoyée à sa compagne, il conclut son courrier en réaffirmant: «Je suis fier de ma vie de militant et la recommencerais entièrement s'il le fallait.» Déporté en camp de concentration, il meurt en 1945.

LE SYNDICALISME DANS LA CLANDESTINITÉ L'ouvrage de Jessie Magana, accompagné de dessins réalisés par Sébastien Vassant, nous montre un engagement, un engagement au péril de la vie. Il articule étroitement les heures sombres de l'histoire marquées par le régime de Vichy et l'Allemagne nazie avec l'écrasement des libertés syndicales ou politiques. Dès lors, le passage à l'action clandestine s'impose chez de nombreux militants. Le syndicalisme doit,

dans ce cadre, composer avec la terreur créée notamment par des exécutions pour l'exemple, en représailles à des actes de résistance. L'univers carcéral de l'Etat policier constitue, souvent, l'antichambre de la mort. Au cœur de cette histoire tragique, des savoir-faire militants se mettent en place. Un dispositif comme les «triangles» - organisation en groupes de trois qui ne savent rien de l'activité des autres cellules - permet par exemple d'éviter, lors d'aveux, les retombées négatives sur les autres personnes ou les actions à venir.

«JE NE REGRETTE RIEN»

Le parcours d'Henri Gautier, syndiqué à la CGT depuis l'âge de 20 ans, donne un aperçu de ce que représente un syndicalisme de combat dans la vie d'un homme. Il faut noter que, si la période 1940-1945 présente une indéniable spécificité historique, Gautier a subi des retours de bâton pendant toute la durée de son engagement. Par exemple, lors du défilé militaire des fêtes de Jeanne d'Arc, il est arrêté en 1921 pour injures et cris séditieux. L'année suivante, il dirige au Havre la grande grève des métallos, lutte qui a duré 110 jours. Sa participation à une manifestation interdite lui vaut quatre mois de prison. A l'issue de son procès, il déclare: «Je ne regrette rien, si c'était à refaire, je le referais et ce qui reste à faire, je le ferai.» Ce chaudronnier a, par ailleurs, développé les œuvres sociales en faveur des métallos: colonie de vacances, maison de convalescence,

centre de formation professionnelle, polyclinique... Dans ce livre, apparaît également l'amour de Gautier pour sa compagne Marcelle, ouvrière tailleur, et pour leur fille Michèle, qui a donc perdu son père à l'âge de 10 ans. Après la guerre, ces deux intimes n'ont jamais pu connaître les circonstances précises de son décès, malgré leurs démarches. ■

D'Espoir et d'acier. Henri Gautier, métallo et résistant, Jessie Magana et Sébastien Vassant, Les Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières, Ivry-sur-Seine, 2018.



LE SOCIAL AU CŒUR

Jean-Claude Rennwald

Bien connu de certains militants d'Unia, Gérard Filoche ne se lasse pas d'écrire. Cette année, il a publié plusieurs ouvrages, dont un est le premier volume de ses Mémoires, alors que le deuxième est un texte contre le racisme.

MAI 1968 VIVANT

Le premier livre porte un très beau titre: *Le social au cœur. Mai 1968 vivant. Mémoires* (1945-1994) (Paris, Editions de l'Archipel). Cet ouvrage est un instrument important pour comprendre l'histoire des mouvements sociaux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la fin du XX^e siècle. «En Mai 1968, explique Gérard Filoche, j'avais un peu plus de 20 ans. J'étais fils d'ouvrier et c'est ma classe sociale qui était en mouvement. J'en étais le produit, j'en étais l'acteur. J'en suis resté pénétré.» Autant dire que ce récit est ancré dans l'action quotidienne et que pour Gérard Filoche, Mai 68 n'est pas seulement un souvenir, mais un symbole vivant des luttes d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Passé de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) au Parti socialiste (PS), Gérard Filoche a toujours été un unitaire. Contrairement à certains de ses anciens amis d'extrême gauche, Gérard Filoche défend farouchement les acquis des deux premières années du premier septennat de François Mitterrand: 39 heures payées 40, cinquième semaine de vacances, retraite à 60 ans, augmentation de 10% du Smic, Lois Auroux sur l'expression des travailleurs dans les entreprises, nationalisation des grands groupes industriels et bancaires, recrutement de dizaines de milliers de fonctionnaires, impôt sur les grandes fortunes, remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG), abolition de la peine de mort. Toutes ces conquêtes feront dire à Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français (PCF), que le bilan de la première année de la gauche était «mieux qu'en 1936» (année du Front populaire, *ndlr*). De son côté, François Ceyrac, alors président du Centre national du patronat français (CNPFP), s'exclamera: «C'est pire qu'en 36.» Les an-

nées 1981-1982 voient ainsi se réaliser une partie des aspirations de Mai 68, ce qui n'empêche pas Gérard Filoche de souligner que sur l'ensemble des deux septennats de François Mitterrand, le chômage s'est aggravé, alors que les inégalités se sont approfondies. Mais en apportant cette précision importante: «Tout cela s'est opéré dans un contexte où le capitalisme, drivé en Grande-Bretagne par Margaret Thatcher et aux Etats-Unis par Ronald Reagan, démantelait frontalement et rapidement les acquis des Etats dits "providence", réduisant le mouvement syndical, cassant le droit du travail.»

LIQUIDER MAI 68?

Au fil des ans, Mai 68 aura donc marqué fondamentalement l'histoire de France, voire de l'Europe. Ce qui n'empêchera pas Nicolas Sarkozy de déclarer, lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007, que Mai 68 «doit être liquidé une bonne fois pour toutes». Ce qui fait sortir Gérard Filoche de ses gonds: «Il faut être un bien petit individu pour vouloir faire disparaître une si grande page. C'est

comme Adolphe Thiers (qui écrasa la Commune, *ndlr*): il voulut liquider jusqu'au souvenir de la Commune de Paris, mais c'est le souvenir de celle-ci qui demeure dans la mémoire humaine.»

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

En novembre 2017, Gérard Filoche avait diffusé par inadvertance un tweet à connotation antisémite sur Emmanuel Macron. Même s'il avait été très rapidement effacé, ce tweet avait déclenché une très vive réprobation, Gérard Filoche et le PS finissant par se séparer. Dans *Manifeste contre le racisme et l'antisémitisme* (édité par *Démocratie & Socialisme*), Gérard Filoche prend prétexte de cette affaire pour condamner non seulement l'antisémitisme, mais aussi le nationalisme, la xénophobie et la persécution des migrants. Un texte dense, qui montre que la lutte contre toutes les formes de discriminations est partie intégrante du combat pour le socialisme. ■

L'ACCÉLÉRATION DE L'HISTOIRE

Pierre Aguet

À la fin de son dernier livre *Les chemins de l'essentiel*, Jacques Attali publie une longue liste des dates qui ont marqué l'histoire de l'humanité. Cette liste commence avec le Big Bang qu'il place 13,7 milliards d'années avant notre ère. Pour moi c'était plutôt 13,82 milliards mais nous n'allons pas chipoter pour 120 millions d'années. Je voudrais ne reprendre que les dates qui rappellent les inventions pour montrer leur accélération:

-400 000	la maîtrise du feu
-10 000	les cultures et la domestication des animaux
-3500	l'écriture et la roue
-2500	les premières monnaies
-2000	le premier texte de fictions: <i>Gilgamesh</i> , en sumérien
-300	le papier en Chine et le verre transparent en Grèce
940	les premiers billets de banque en Chine
1146	l'apparition de l'ogive à Vézelay
1410	la première caravelle et... la peinture à l'huile
1455	la première Bible imprimée
1564	le violon à Crémone
1687	le piano à Padoue et découverte de la gravitation par Newton
1759	le chronomètre par Harrison
1769	la machine à vapeur par James Watt
1812	la locomotive
1826	la photographie
1840	le télégraphe
1876	le téléphone
1878	la lampe électrique
1885	le vaccin contre la rage
1886	le moteur à explosion
1887	le gramophone
1895	le cinéma
1908	la Ford T produite à la chaîne
1926	la télévision
1928	la pénicilline
1956	le container
1952	l'internet par Ray Tomlinson et Tim Berners-Lee au CERN
1973	le téléphone portable commercialisé
1981	l'ordinateur portable commercialisé
2000	la G3
2017	la blockchain

Dans sa liste, Attali mentionne les dates historiques, les changements de culture, les guerres, les fondations des villes et il oublie aussi quelques inventions très importantes (la clé de voûte, la bombe atomique, etc.) mais je trouve infiniment intéressant de refaire le tour de toutes ces avancées techniques en les situant dans le temps. ■